



Femmes et violence armée en Afrique



SOMMAIRE

FEMME ET VIOLENCE ARMÉE EN AFRIQUE

République centrafricaine : Être femme dans une zone en guerre

Côte d'Ivoire : Amélie et Véronique : chemins d'exil et d'angoisse

Sénégal : Martine, 39 ans et handicapée à vie par une mine

République démocratique du Congo : Les « Maisons », une écoute attentive aux femmes victimes de la guerre

Personnel féminin dans les armées
Le Sénégal et le Niger en exemple.

De Syrte à Agadez : témoignage d'une nigérienne retournée de la Libye

Femmes, violences armées et résilience : l'approche du CICR

Espace Jeanie Waddell-Fournier : nouvelle plateforme sur le web

Sénégal : Rose, chauffeur du CICR, évacue les blessés durant les violences pré-électorales en février

TABALA
...échos d'ailleurs

www.cicr.org



Photo couverture : Gereida (Soudan), camp pour personnes déplacées. Famille qui vient juste d'arriver au camp et s'est construit un abri de fortune.

Boris HEGER/CICR

Editorial : Les Femmes, debout face à l'épreuve

Il est désormais un fait que les populations civiles sont les principales victimes des situations de violence armée, et l'Afrique, bien malheureusement, ne fait pas exception. Dans ces contextes, les catégories les plus vulnérables sont le plus souvent constituées des enfants, des personnes âgées et des femmes. Ces dernières continuent de payer un prix élevé de conflits auxquels elles ne participent pas, mais elles montrent une capacité extraordinaire à surmonter les épreuves, et à prendre leur destin en main.

« Femmes victimes de violences, notamment sexuelles » : L'expression a bien malheureusement acquis le statut d'un phénomène universel. Mais derrière les mots, ce sont des vies qui sont changées à tout jamais, en République Démocratique du Congo, en Centrafrique et ailleurs. Trop souvent, les femmes doivent fuir les combats ou l'insécurité, emportant leurs enfants mais laissant leurs biens derrière elles, comme dans le conflit ivoirien. Dans ces situations, elles peuvent aussi être séparées de leurs enfants. Ou alors vivre dans l'angoisse de ce qu'il est advenu de leur mari, de leur fils, souvent le soutien principal de la famille, comme récemment en Libye. Parfois, en Casamance notamment, elles sont aussi victimes de mines.

Dans ces situations où le pire est vécu, les femmes saisissent la moindre opportunité pour se relever, continuer, et parvenir à restaurer la vie, pour elles-mêmes et leur famille.

Trop souvent ces femmes gardent leur souffrance pour elles. Elles sont trop

peu entendues, trop peu comprises. Ce numéro du « *Mag Humanitaire* », à travers plusieurs témoignages qui ne peuvent pas laisser indifférent, cherche précisément à illustrer les difficultés auxquelles elles sont confrontées, et marquer leur capacité à surmonter les épreuves.

C'est aussi l'occasion de rappeler une fois encore l'obligation de ceux qui prennent part à un conflit, de respecter, d'épargner et de protéger la population civile, et parmi elle, les enfants, les personnes âgées et les femmes.

Les articles qui suivent reflètent aussi toute la diversité de la réponse du Comité international de la Croix-Rouge, en partenariat avec les sociétés nationales de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge, aux besoins des femmes dans cette région.

Alors que je prends ma nouvelle fonction de cheffe des opérations pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest, j'aimerais rendre hommage particulièrement à la détermination de ces milliers de femmes à faire face à l'adversité. Le CICR continuera à aider ces femmes afin de leur permettre de retrouver dignité et espoir.

Bonne lecture.

Yasmine Praz-Dessimoz
Cheffe des Opérations du CICR en Afrique du Nord et de l'Ouest

Délégation régionale de Dakar

Rue 7 x B Point E
BP 5681 Dakar-Fann
T + 221 33 869 13 69
F + 221 33 824 14 16
E-mail : dak_dakar@icrc.org

Sous-délégation de Ziguinchor

Parcelles Assainies 1372
Goumel - BP 1044
T + 221 33 991 61 06
E-mail : zig_ziguinchor@icrc.org

Mission de Bissau

Bairro Thada, Rua 5 de Julho
Casa n 32 - BP 1028
T + 245 320 36 59
E-mail : bis_bissau@icrc.org

Les opinions exprimées n'engagent que les auteurs des articles et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Artwork by greeneyezdesign.com

République centrafricaine : Être femme dans une zone en guerre

Elle est encore traumatisée par ce qui lui est arrivé. Et lorsqu'elle doit en parler elle a envie en même temps d'« oublier tout ça », car comment mettre en mots sa propre souffrance. Femme en zone de guerre, voici l'histoire de Yassi.*

« J'essaye d'oublier. De mettre tout ça derrière moi », raconte Yassi* d'un ton nerveux. « Et puis mes parents s'inquiètent chaque fois que je sors, que je vais au marché. Ils ont peur que ça m'arrive à nouveau. »

« Ça », c'est la triste et terrible histoire qu'ont récemment vécue Yassi, 20 ans, et son amie Djumé*, 21 ans, dans le nord de la République centrafricaine. Vivant dans la région de Kaga Bandoro, les deux jeunes femmes se rendent au cours du mois de janvier à Gondava pour y vendre de l'huile, des gâteaux et de la bouillie de riz. Elles s'y trouvent depuis trois jours lorsque, soudainement, la violence embrase le village. Des tirs sont échangés et des bombes sont lâchées depuis des hélicoptères. Comme tous les villageois, Yassi et Djumé s'enfuient en brousse. Dans la panique générale. Très vite, elles se retrouvent complètement seules.

Une proie des hommes en armes

C'est le début de leur calvaire qui durera pratiquement un mois. Désorientées, perdues dans la forêt, Yassi et Djumé se nourrissent de nieri (un fruit sauvage) et s'abreuvent au hasard des flaques d'eau qu'elles trouvent. Au cours de la cinquième nuit, leur chemin croise celui de deux hommes. Ils ne sont pas armés et portent des habits de civils : ils sont probablement en fuite, comme elles. Ils pourraient les aider. Rien de tel : ils les violent et les abandonnent à leur sort.

Ce n'est que des jours et des nuits plus tard, terrifiées et meurtries, exténuées, que les deux jeunes femmes rencontrent un groupe de pêcheurs au bord d'une rivière. Enfin une main tendue : les pêcheurs les accompagnent jusqu'à un petit village, à partir duquel elles parviennent à rejoindre Kaga Bandoro sur un taxi-moto.

« J'ai perdu le peu d'argent que j'avais. Mes vêtements aussi. Et j'ai trop peur de retourner à Gondava, là où j'avais mon petit commerce. Ici, je me sens en sécurité », témoigne Yassi. « Mais je ne sais pas comment faire pour reprendre mon commerce. »

Fragiles parmi les plus fragiles

Aussi triste et terrible qu'elle soit, l'histoire de Yassi et Djumé n'a malheureusement rien d'exception-



Ville d'Obo dans la Province du Haut Mbomou, une enfant prostrée.

Marko Kokic/CICR

nel. Depuis des années, les populations civiles du nord et du sud-est de la République centrafricaine sont la proie d'exactions multiples et sont souvent contraintes à fuir des situations de violences armées. Dans ces régions, l'insécurité est telle qu'elle entrave significativement l'acheminement de l'aide humanitaire, y compris celle du CICR. En de pareilles circonstances, les femmes sont bien sûr particulièrement vulnérables.

L'histoire de Yassi et Djumé se décline en de très nombreuses versions : capture par des groupes armés, asservissement sexuel, séparation d'avec les enfants, etc. Alors que Yassi et Djumé s'enfuyaient, une autre femme de la même région était contrainte d'abandonner en lisière de village sa fille de neuf mois : la petite a survécu en brousse deux nuits et trois jours avant d'être trouvée par hasard et remise au CICR et la Croix-Rouge centrafricaine (qui ont ensuite pu localiser la grand-mère de la petite et la lui confier). Ces violences empêchent tout développement ainsi qu'en atteste un chiffre particulièrement parlant : 48 ans – c'est l'espérance de vie en Centrafrique, la deuxième la plus faible qui soit au monde. ■

* Noms d'emprunt.

Perry Proellochs
Délégué Communication – CICR Bangui

Côte d'Ivoire : Amélie et Véronique : chemins d'exil et d'angoisse

Tout est parti d'une élection qui tourne mal. La raison qui cède la place au langage des armes. La suite on la connaît. La Côte d'Ivoire essaie de panser aujourd'hui ses blessures. Certaines plaies ont cicatrisé, d'autres ne se refermeront peut-être jamais. Récit peu ordinaire de choses vécues par deux femmes ivoiriennes victimes des armes dans l'ouest du pays.

Véro : « La guerre vous vole même la mort de vos proches »

Katouo, petit village en bordure de route, sur l'axe Toulepleu-Bin houyé, à environ cinq kilomètres du Libéria en empruntant les « chemins de brousse » comme on dit là-bas. C'est là que nous avons croisé dame Boueu Zoueu Véronique, 35 ans et veuve. Elle en paraît 45. Les épreuves de la vie... Pourtant c'est presque avec le sourire, mais visiblement timide, qu'elle raconte son histoire.

Elle n'a pas été gâtée par la vie, tristesse et désolation se sont succédé sur son chemin. Déjà en 2002, quand le conflit éclate, elle a la chance avec sa famille de rejoindre le Libéria voisin : sa mère, malade à l'époque, son père et ses cinq enfants dont l'un souffrait de l'ulcère de Buruli.

Sa mère n'a pu être soignée qu'au retour en Côte d'Ivoire, tandis que son fils mal soigné, est presque handicapé aujourd'hui. Le seul centre médical de la région a dû fermer pour cause de guerre. C'est au moment où Véronique pensait sortir de toutes ces difficultés, que la crise postélectorale survint subitement en février 2011. Seules les grandes villes seraient touchées, pensa-t-on. Les villages aussi ne furent pas épargnés.

Laisser tout derrière soi et fuir une fois de plus... difficile pour sa famille dont le père venait de décéder. Au quatrième jour des funérailles ils fuient

à Boutouo, au Libéria, avec sa mère et ses enfants à nouveau. Le mari de Véro veut rester au village le temps de mettre leurs affaires en sécurité. La famille craignait de tout perdre au retour. On ne le reverra plus.

Déplacée par la guerre

À Boutouo, il y a trop de déplacés et la vie est difficile. Potable ou pas, l'eau était difficile à trouver. Enceinte en ce moment, Véronique se résout à y rester encore quelques semaines. À son retour, elle découvre sa maison en cendres, brûlée; sa mère l'héberge. Des nouvelles du mari ? « *J'ai appris que mon mari avait été tué. Pourquoi et par qui ? Le saura-t-on jamais ?* », se résigne-t-elle. Elle vit désormais seule avec ses enfants et sa mère, trop âgée pour l'aider. Pour survivre elle parvient à faire quatre parcelles de riz de bas-fonds. « *C'était ça ou crever de faim* », dit-elle.

« *Tout le monde à Katouo a été affecté de quelque manière que ce soit par cette crise* », ajoute Véro qui faisait du commerce de manioc avant la crise. Faute de moyens, elle a dû arrêter. Devant le tas de paille qui reste de sa maison, elle explique que la Croix-Rouge a décidé d'aider à reconstruire certaines maisons détruites, dont la sienne. Elle pourra ainsi reprendre ses activités en espérant des jours meilleurs. Elle sait que le fardeau de tout cela est lourd à porter. La perte de son mari ne sera jamais oubliée. On lui a « *volé sa mort* » parce qu'on ne lui a même pas permis de l'enterrer.



Véronique espère une vie plus tranquille après des événements tragiques



Amélie: Je n'ai jamais été aussi désespérée. J'ai pu rebondir après la première crise mais la deuxième m'a anéantie

Amélie : « On ne peut supporter de voir ses enfants mourir de faim »

Elles étaient nombreuses ce jour-là dans la cour du chef de Deinneu, village situé à une quinzaine de kilomètres de Zouan hounien dans l'ouest ivoirien. C'était lors d'une visite du CICR. Pour la plupart d'entre elles, la crise postélectorale n'avait apporté que désolation et perpétuel recommencement. Dame Amélie Touakeusseu, la quarantaine à peine, petite femme frêle à l'air grave, a témoigné.

Tout est parti de 2002, confia-t-elle, et depuis lors, sa vie n'a connu que rebondissements. Elle et ses trois enfants qu'elle élève seule, ont dû quitter Zouan hounien et se réfugier au Libéria plusieurs mois. Au retour, elle s'établit à Deinneu car il y avait trop d'hommes en armes dans son village d'origine malgré l'arrêt des hostilités. Il était aussi plus facile pour les populations retournées dans les villages d'avoir accès à l'assistance que fournissent la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires.

Crise électorale

À Deinneu, Amélie repart de rien avec son petit commerce. Il a fallu s'armer d'espoir pour faire d'abord manger ses enfants au quotidien et prier que la maladie les épargne. Une autre élection présidentielle à l'issue si redoutée arriva et les contraignit à fuir les combats en février 2011. Elle part cette fois-ci à Gbeuleu au Libéria, comme beaucoup de gens de son village. Il faut se contenter de maigres ressources pour ne pas mourir de faim.

« Supporter la faim un jour sur deux, c'est pas grave... mais regarder mes enfants sans pouvoir rien leur donner à manger m'était insoutenable », dit-elle avec désolation.

À Gbeuleu, Amélie et ses enfants dorment dans des campements. Pas de places pour tous les déplacés. Et lorsque l'enfant de sa sœur tombe gravement malade, la situation est perdue : « *L'enfant est décédé sous nos yeux faute de soins adéquats* ». Après une grossesse difficile et un accouchement sans assistance médicale dans la zone, la fille d'Amélie aussi perd son bébé.

L'aide alimentaire reçue des organisations humanitaires au Libéria « *n'était jamais suffisante pour les nombreux déplacés* », explique-t-elle. À bout de ressources, elle se résout à rentrer et découvre tous les greniers du village pillés. Les maisons sont épargnées. Une chance. La famille a pu tenir en puisant dans le restant des champs de manioc et de banane.

À l'instar d'Amélie, beaucoup de déplacés sont revenus reprendre leurs champs. Ses trois hectares de cacao ont été nettoyés avec l'aide de la Croix-Rouge et elle pense relancer son petit commerce. Ses deux derniers enfants pourront reprendre une scolarité interrompue ces six dernières années. ■

Ambroise Tinde
Chargé de Communication
CICR, Sous-Délégation de Man

Sénégal : Martine, 39 ans et handicapée à vie par une mine

C'est dans un quartier très populaire de la commune de Ziguinchor, au sud du Sénégal que vit Martine, 39 ans et mère de deux enfants. C'est au détour d'un petit matin qu'un engin explosif a totalement bouleversé sa tranquille petite vie. Handicapée, elle se bat pour une meilleure insertion sociale.



Felipe M. Jacome/CICR

C'est dans son village natal de Kouring (Nyassia) que Martine, ancienne journalière dans un hôtel au Cap Skirring, a décidé d'aller aider sa maman suite à la maladie de son oncle. Elle est installée dans la maison de son grand-père et ce dernier l'envoie un jour chercher du bois, non loin du village.

De bon matin, elle vaque à cette occupation, n'imaginant pas un seul instant le danger qui guette. Elle n'avait pas vu l'engin, elle ne savait même pas qu'elle était sur un terrain miné, ce matin du 8 juin 2009. « *Quand j'ai sauté sur la mine, j'étais complètement inconsciente. C'est après que j'ai su que ma jambe avait de graves problèmes. En plus, j'étais au courant des accidents de mines dans d'autres localités affectées par la crise* », affirme Martine. L'engin lui arrache une partie de la jambe.

Ce sont les militaires basés dans le village qui lui portent secours et l'évacuent à l'hôpital de Ziguinchor où elle est prise en charge jusqu'à guérison totale par le CICR. Des béquilles lui sont remises avant qu'un appareillage orthopédique soit mis à sa disposition.

Traumatisme et sentiment d'impuissance

Après rétablissement et retour à la maison, elle a vécu des moments d'angoisse surtout quand elle était seule, elle ne pouvait s'empêcher de pleurer. Une ancienne victime de mine, qui comprend sa situation, lui rend de fréquentes visites. Elle a pu ainsi entrer en contact avec des personnes handicapées par les mines.

« C'est grâce aux bénéfiques du petit commerce que je paie le loyer et la nourriture pour la famille mais aussi que j'arrive à satisfaire certains besoins ».

Malgré le traumatisme physique et moral, elle décide de bouger et de se reprendre en main. Elle met en place, avec le soutien du CICR, son petit commerce et réapprend à vivre. Cette activité qui lui permet de subvenir à ses besoins a changé le cours de sa vie.

« À ma sortie de l'hôpital, j'ai été envahie par une peur permanente de voir ma vie se figer pour cause d'inactivité. Je me suis interrogée plusieurs fois sur comment faire pour régler mes problèmes et ceux de ma famille. Le soutien du CICR m'a beaucoup soulagée et réconfortée ».

Grâce à ce petit commerce d'huile de palme, de condiments pour la cuisine, etc., elle parvient même à assister ses proches comme avant l'accident. Orpheline de père, Martine prend en charge sa maman souffrante, ses propres enfants ainsi que ceux de quelques proches décédés.

« C'est grâce aux bénéfiques du petit commerce que je paie le loyer et la nourriture pour la famille mais aussi que j'arrive à satisfaire certains besoins ».

Pleine d'initiative et de volonté, elle a réussi à élargir la gamme de ses produits par la vente du charbon de bois et du bois de chauffe en raison des besoins familiaux et du coût de la vie sans cesse croissants. *« Ces produits issus du bois rapportent bien »* affirme-t-elle.

Assister les nouvelles victimes

Depuis son accident, Martine n'est plus retournée dans son village. Elle a des inquiétudes et une autre perception sur les dégâts occasionnés par les mines.

« Le fait de poser une mine est un acte qui peut mettre en danger la vie. On ne sait jamais qui peut tomber sur la mine. Un enfant, un frère, une maman ou un parent peut en subir les conséquences. Personne ne doit plus avoir l'idée de poser une mine ».

Martine est toujours chagrinée à l'annonce d'une nouvelle victime. Cela réveille de très mauvais souvenirs. *« Je suis très peinée quand on m'annonce un nouveau cas d'accident de mine ».* Cependant par une force intérieure, elle va toujours au chevet de la

victime pour lui apporter un réconfort et partager son expérience. En plus, elle a réussi une réintégration sociale progressivement grâce au soutien fort des membres de son association regroupant les victimes de mines.

« La rencontre avec des personnes victimes de mines a contribué à façonner ma vie et j'en ai tiré beaucoup de leçons ».

Martine envisage d'étendre un jour ses activités pour une plus grande autonomie financière. Cela passe pour elle, par une plus grande volonté dans le travail et une combinaison d'efforts. Connaissant et vivant la situation des victimes de mines et leurs inquiétudes, Martine n'a qu'un souhait à leur endroit : que ces dernières puissent aussi bénéficier à leur tour de projets générateurs de revenus pour vaincre leur handicap. ■

Lazar SAGNA
Chargé de Communication
CICR - Sous-délégation de Ziguinchor



Martine tout sourire devant son petit commerce

République démocratique du Congo :

Les « Maisons », une écoute attentive aux femmes victimes de la guerre

En République démocratique du Congo (RDC), le viol est utilisé comme arme de guerre avec plus de 200 000 victimes depuis 1996 selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Le Sud et Nord Kivu totalisent le tiers des cas. Le corps des femmes est devenu un vrai champ de bataille. Vies brisées, corps profanés. Sarah, Déborah et Emilie* ont connu le viol. Les Maisons d'écoute du CICR aident à reconstruire des vies détruites.

Sarah, 20 ans : le viol vous pourrit la vie, bien après...

Elle a juste 20 ans mais que d'épreuves vécues ! Elle habite à Kya, un village du territoire de Mwenga au Sud Kivu en RDC. Au mois de novembre 2011, vers 22 heures, trois hommes non identifiés et en armes font irruption dans son domicile. Leurs mauvaises intentions sont claires dès le départ. Elle est maîtrisée et violée par ces hommes armés : « Ils m'ont intimidé l'ordre de ne pas crier », explique-t-elle. Son mari est absent depuis deux ans, Sarah vit seule avec son enfant, personne ne vient l'aider. Ils ne l'ont pas tuée mais elle est détruite.

Depuis lors, Sarah est angoissée, maigrit de jour en jour et se sent affaiblie. Elle a souvent peur et son cœur bat très fort. Sarah a peur d'avoir attrapé le VIH-SIDA et ne dort pas la nuit. Elle se sent souillée à jamais.

Repliée sur elle-même, elle boude les champs et délaisse son enfant. De peur d'être rejetée, Sarah avait gardé son lourd secret. Désespérée, elle se confie à une amie qui lui conseille d'aller à la Maison d'écoute de Mwenga. Elles s'y rendent ensemble le 1er décembre 2011.

« Recoudre » une vie en lambeaux...

L'agent psychosocial la reconforte et loue sa décision courageuse, un début vers la réhabilitation psychologique et morale. Sa prise en charge com-

mence par des échanges sur ce qui lui est arrivé ainsi que les changements notés sur sa santé. Les problèmes dont souffre la victime sont ensuite classés selon l'importance.

Sarah a « établi » l'ordre suivant : peur du VIH, sentiment d'être souillée, souvenirs récurrents. Les problèmes sont traités un à un. Après trois visites à la Maison, Sarah a progressivement repris les activités champêtres. « Elle est même revenue à la Maison d'écoute et nous l'avons vue vraiment contente », commente l'agent psychosocial.

Déborah, 14 ans seulement et une vie à refaire...

Déborah est une adolescente de 14 ans et habite Ngando, un village du Sud Kivu. Il est 14 heures alors qu'elle revient des champs avec son amie ce 24 décembre 2011. « Des hommes en armes nous ont surprises sur le chemin et nous ont menacées », explique-t-elle. Plus chanceuse, son amie réussit à s'enfuir...

« Moi, ils m'ont prise, m'ont jetée par terre et tous les trois, ils m'ont violée. Arrivée à la maison, j'ai tout raconté à mes parents. Ces derniers m'ont dit de quitter la maison ». Ses parents, sous le choc, refusent de croire à son histoire. « J'ai été obligée de chercher refuge ailleurs... », regrette-t-elle. Cette attitude hostile des parents la choque.

Un besoin d'écoute...

Six jours après, Déborah tout en douleurs et traumatisée, est venue à la Maison d'écoute. Stigmatisée par les autres élèves, elle refuse d'aller à l'école et reste cloîtrée. Mais elle souffre surtout de cette honte qui ne la quitte plus et de la peur du sida. Son moral tombe au plus bas. Pendant l'entretien, l'agent la reconforte en louant son courage à venir consulter. La prise en charge de la souffrance requiert une stratégie bien élaborée. Elle est orientée vers l'hôpital pour les soins appropriés.

« Moi ils m'ont prise, m'ont jetée par terre et tous les trois, ils m'ont violée. Arrivée à la maison, j'ai tout raconté à mes parents. Ces derniers m'ont dit de quitter la maison ».



Province du Nord Kivu, à la clinique DOCS de Goma. Femmes victimes de violences sexuelles.

Le rapprochement familial est tenté et à la demande de Déborah, le Pasteur de son église et un de ses oncles sont associés. Des sensibilisations sont menées à l'école et dans son village. Après des visites à la Maison et trois séances de rapprochement, Déborah est retournée dans sa famille et à l'école. Elle continue à venir à la Maison d'écoute pour le suivi.

Emilie, 45 ans, 5 enfants

« J'ai supplié qu'ils me tuent, plutôt être morte... »

Elle vit dans le territoire de Fizi dans la Province du Sud Kivu. Elle part avec son mari au marché dans la journée du 27 octobre 2011 et, obligés de passer la nuit, ils sont réveillés par quatre hommes en armes....

« Ils nous ont battus à coups de pieds et de crosse et nous ont tous ligotés. Mon mari saignait beaucoup, il hurlait de douleur. Ils l'ont amené dans la forêt. Quand ils sont revenus, ils m'ont dit qu'ils l'avaient tué et que j'allais y passer.

J'avais les deux bras attachés au dos, ils m'ont renversée et ont commencé à me violer. Je n'avais jamais vécu une telle atrocité. Je les ai suppliés de me laisser partir ou de délier mes bras qui faisaient trop mal. Et ils se sont mis à rire... Quand ils ont fini, je les ai sup-

pliés de me tuer. Ils ont alors introduit une baïonnette dans mon sexe, j'ai poussé un cri très violent avant de m'évanouir. Je me suis réveillée au village, entourée de personnes qui pleuraient. Admise en urgence au Centre de santé, je ne pouvais pas m'asseoir.

« J'avais les deux bras attachés au dos, ils m'ont renversée et ont commencé à me violer. Je n'avais jamais vécu une telle atrocité. Je les ai suppliés de me laisser partir ou de délier mes bras qui faisaient trop mal. Et ils se sont mis à rire... »

On a appelé la maman de la Maison d'écoute, j'ai été soignée gratuitement grâce au CICR. J'avais vraiment envie de mourir. Et même pour prendre les médicaments ou manger, il fallait l'aide de l'agent psychosocial. Je suis sortie du centre deux semaines après en continuant le traitement ambulatoire jusqu'au 3 décembre. Garder le contact avec la maman m'a redonné du courage. Dieu la bénisse infiniment. Maintenant je vais bien et j'ai rendez-vous chaque mois. Je dois savoir si mon mari est mort ou vivant, c'est important pour moi. » ■

*noms d'emprunt

Unité psychosociale – Maison d'écoute
CICR – RDC

Les Maisons d'écoute pour « recoudre » le moral

La Maison d'écoute apporte un réconfort et un soutien aux victimes de violence et les accompagne dans le travail de réhabilitation sociale et psychologique. La victime de traumatisme est aidée dans son transport à l'hôpital. Et la réinsertion dans un système ou un réseau social est facilitée pour vaincre la solitude et/ou la déprime. Le suivi médical et l'accès aux soins d'urgence sont facilités par le personnel médical du CICR. Un Kit

PEP (prophylaxie post-exposition), est utilisé pour prévenir les infections de VIH, la grossesse, l'hépatite B, les autres infections sexuellement transmissibles et le tétanos. Le kit est administré dans les 72 heures. Passé ce délai la victime bénéficie des autres produits sauf celui du VIH.

L'unité psychosociale a une approche communautaire et de proximité. Le CICR sélectionne, en priorité locale-

ment, une association offrant déjà ce type de services et donne un appui-formation en counselling et en thérapie adaptée à la prise en charge des cas. Le psychologue du CICR mène des supervisions cliniques deux fois par mois pour un suivi adéquat.



Je les ai suppliés longtemps de ne pas me couper les mains. J'ai dit : « Tuez-moi plutôt. » J'avais treize ans



Parfois je ne dors pas du tout pendant plusieurs jours. Je repense à ce qui m'est arrivé et je pleure.

Extrait de l'album *Onze femmes face à la guerre*, Nick Danziger,
Editions Lieux dits, 2011, www.nickdanziger.com
Toutes les photos : © Nick Danziger / Textes : Frédéric Joli

Ma vie a beaucoup changé depuis dix ans. La chance m'a souri. J'ai pu quitter le village des amputés pour immigrer à Toronto au Canada.

Mariatu Sierra Léone



On m'a donné des mains en métal, mais elles ne ressemblent pas à des mains, je les mets parfois mais elles sont difficiles à utiliser.



Personnel féminin dans les armées

Le Sénégal et le Niger en exemple.

Beaucoup de pays ont opté pour l'incorporation. Le Général de brigade, Meissa Niang, directeur du contrôle, des études et de la législation du département des Forces armées, livre l'expérience sénégalaise. Celle du Niger est expliquée à travers le portrait de Salamatou, élève-officier d'active, distinguée lors de la 6ème édition du concours national de plaidoirie en droit international humanitaire (DIH).



Quels sont les motivations et les résultats de cette option? Les réponses du Général Niang.

Sénégal : une expérience réussie

Incorporation des femmes dans l'armée

Le recrutement de personnels féminins a débuté depuis 1984 au niveau de l'École militaire de santé (EMS) de Dakar. Il ne concernait alors que la catégorie des officiers. Parmi les premières à être recrutées, une a déjà été promue au grade de lieutenant-colonel. C'est en 2008, par décision du président de la république que ce recrutement pour toutes les catégories (officiers, sous-officiers et militaires du rang) a été généralisé dans les forces armées (armée et gendarmerie).

Postes d'affectation : administration ou terrain ?

Tous les services sont ouverts au personnel féminin même si, pour le moment, une approche graduelle est retenue pour permettre à chacune des différentes composantes des forces armées de prendre les dispositions administratives et opérationnelles nécessaires à une intégration efficace du personnel féminin dans les services existants.

Les raisons de l'incorporation des femmes dans un «milieu d'hommes» ?

Elles peuvent être multiples : la première étant que les forces armées avaient le devoir d'exécuter la volonté politique des autorités; la deuxième, à mon avis, est que le contexte du pays a beaucoup évolué

et, à plusieurs égards, n'est plus le même. Et l'armée étant l'émanation de la société, son ouverture aux femmes qui font plus de 50% de la population nous semble tout à fait normale de nos jours.

Apprendre la guerre aux femmes qui donnent la vie...

C'est vrai, les femmes donnent la vie. Mais je ne pense pas que leur présence dans les armées et leur éventuelle participation à des conflits soient un problème éthique. Plusieurs pays dans le monde, depuis des décennies, comptent des femmes dans leurs forces armées, elles sont tout aussi engagées que les hommes dans la gestion de crises parfois violentes sans que cela ne heurte la conscience de la majorité de leurs populations. L'emploi du personnel féminin au sein des forces armées ne peut être universel, chaque pays ayant ses propres réalités socioculturelles et politiques. Cependant plusieurs pays ont fait le choix d'éviter que les femmes soient en première ligne lors des crises violentes afin de ne pas heurter leurs opinions publiques. Par exemple malgré leur longue expérience, les Etats-Unis ont décidé d'employer des femmes dans les unités combattantes, seulement il y a un trimestre.

Évaluation de la présence des femmes sous le drapeau

Après quatre ans à peine de présence généralisée des femmes dans les armées, une évaluation objective et exhaustive peut être prématurée. Toutefois, il est indéniable que la présence des femmes en leur sein a apporté un plus aux forces armées. Ainsi, les forces armées reflètent mieux la physionomie de la société sénégalaise.



Salamatou (Niger) :

« Femme, j'ai choisi le métier des armes »

Salamatou Moussa Boureima, élève officier d'active de 3^{ème} année, de l'École de Formation des Officiers des Forces Armées Nigériennes (EFOFAN), a été désignée par le jury comme « meilleur plaideur » du concours ! Pour cette jeune femme, « c'est une surprise et un immense honneur ». Visiblement sa prestation lors des phases éliminatoires du concours a convaincu le jury, séduit par la force et la conviction avec laquelle la jeune officier s'est dressée en défenseur des victimes de la guerre et cela sans contradiction avec le métier qu'elle a choisi. Pour Salamatou, être une femme dans l'armée est un challenge et plus de femmes dans l'armée pourrait être bénéfique à cette institution parce que, « les femmes militaires peuvent contribuer à donner un visage plus humain à la guerre, de par leur sensibilité et leur compassion naturelles » assure-t-elle. La jeune femme de 25 ans, détentrice d'une licence

en droit des affaires, continue sa formation d'officier à l'EFOFAN. Elle assure que cette brève incursion dans le domaine de la défense des victimes de la guerre a durablement laissé des traces dans son esprit. Elle espère ainsi pouvoir avoir l'opportunité d'approfondir les connaissances acquises afin de les vulgariser auprès de ses camarades de corps. « De toutes les façons, dit-elle, les forces de défense et de sécurité ont l'obligation de protéger les populations et ce concours de plaidoirie était une bonne occasion de se le rappeler. » ■

Daddy Rabiou Oumarou
Assistant/relations médias
Délégation régionale CICR Niamey



Niger : Salamatou Moussa Boureima, deuxième à partir de la gauche

De Syrte à Agadez : témoignage d'une nigérienne retournée de la Libye

Le conflit qui a sévi en Libye en 2011 a provoqué un déplacement massif des migrants africains vers leurs pays d'origine. Au Niger, on parle de 200 000 personnes qui sont revenues, fuyant la violence des affrontements. Agadez, ville nigérienne située au nord du pays partageant la même frontière avec la Libye, a vu sa population gonfler en six mois. Des familles entières ont regagné le bercail mais ont du mal à s'intégrer dans la vie socioéconomique. Les populations d'Agadez, affectées par le conflit de 2007 et la sécheresse de cette année, rencontrent des difficultés pour répondre aux besoins de ces retournés. Retournée de la Libye, Aljuwa Hassan est originaire de la région de Diffa, au Sud-Est du Niger. Installée depuis plusieurs mois avec six enfants au quartier Misrata d'Agadez, elle a pu résister les premiers jours grâce aux aides reçues des voisins. Elle a aussi reçu du CICR, un lot de biens ménagers essentiels et une ration alimentaire pour trois mois. Grâce à la Croix-Rouge, elle a pu écrire un message transmis au bureau du CICR en Libye pour avoir des nouvelles de son époux, resté à Syrte. Récit d'un itinéraire.



Daouda Yacouba/CICR

A Agadez (Nord Niger), vues de camions ramenant des retournés de la Libye

Quand les bombardements ont commencé...

« J'ai quitté mon village non loin de Nguiguimi dans la région de Diffa à l'âge de 13 ans pour rejoindre mon époux qui travaille à Syrte en Libye. Mes six enfants y sont nés, les plus âgés partaient déjà à l'école. Nous avons quitté Syrte le 10 du mois de ramadan, mes enfants et moi. Les rebelles n'étaient pas rentrés dans la ville mais les bombardements s'étaient in-

tensifiés. Les populations quittaient le centre urbain pour se réfugier dans les jardins alentours. Les commerces étaient fermés. Les enfants terrés à la maison n'allaient plus à l'école. Je vous assure, la nuit, nous ne dormions pas, les enfants pleuraient à cause du bruit des obus qui tombaient. Nous sommes sortis des maisons de crainte qu'elles soient touchées. Je connais des voisins qui ont péri suite à l'effondrement de leur maison.



Daouda Yacouba/CICR

Aljuwa Hassan revenue de Libye avec ses deux enfants

Partir à tout prix

Face à cette situation, mon époux a décidé de nous faire partir. On a bradé une partie de nos biens pour payer notre transport. Mon mari a préféré rester pour garder les biens laissés dans la maison et cela faisait plus de trois mois qu'il n'avait pas reçu son salaire. Il a promis de nous rejoindre à Sabha, dans le Sud de la Libye, si la situation ne s'améliorait pas. Avec 300 autres nigériens, nous avons loué un camion qui nous a transportés à Sabha, où la situation était plus calme. Après une semaine, j'ai perdu contact avec mon mari. Quand j'essayais de le joindre au téléphone, c'est une autre personne qui répondait avec un ton menaçant. J'ai décidé donc de vendre des couvertures et une partie des bijoux de ma fille pour payer notre transport vers le Niger.

Un mois dans le désert

Le périple a été très difficile pour mes enfants. Ils sont tous tombés malades après plus d'un mois de voyage sur un camion, exposés au soleil et à la poussière du désert. Heureusement une ONG internationale intervenant dans ce domaine les a pris en charge gratuitement. Dieu merci, mes enfants ont retrouvé la santé.

Bien qu'originaires de Diffa plus au Sud, j'ai préféré m'installer à Agadez où beaucoup de personnes partagent la même histoire que moi, et de toutes les façons, à Diffa, je ne pouvais voir ma famille en cette période : ce sont des nomades qui se déplacent continuellement en quête de pâturages pour le bétail.

Repartir de zéro à Agadez

Ici, nous avons pu avoir un abri grâce à la solidarité communautaire. Si nous avons survécu c'est grâce à cette chaîne de solidarité. Avec les 2000 ou 3000 francs Cfa reçus de la part de bonnes volontés, j'ai mis en place un petit commerce. Le matin, je sillonne la ville d'Agadez pour vendre de l'encens. Je peux gagner jusqu'à 3000 Cfa par jour. Cet argent me permet de varier les aliments pour mes enfants. Je continue d'attendre car sans nouvelles de mon époux je ne peux bouger d'ici ». ■

Daouda Yacouba
Assistant Communication
Sous-délégation CICR Agadez

Assistance aux migrants dans le sud du pays

Genève / Tripoli (CICR) – Ces derniers jours, avec le soutien du Croissant-Rouge libyen, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a fourni des colis alimentaires et d'autres biens de première nécessité pour quelque 1.100 migrants retenus dans des centres à Qatroun et Mourzouq, à proximité de la frontière avec le Niger, dans le sud-ouest du pays. Le nombre de personnes vivant dans ces centres fluctue de jour en jour.

« Ces gens sont arrivés dernièrement des pays voisins », explique Kemal Kimyongur, délégué du CICR responsable des distributions. « Ils sont hébergés dans des conditions très précaires et manquent de vivres. » Malgré des secours mis à leur disposition par les commu-

nautés locales et l'agence humanitaire libyenne LibAid, les migrants se trouvaient confrontés à des besoins toujours plus importants.

« Du fait que nous vivons dans une ville frontière, nous sommes constamment sous pression », déplore Mohamed Ahmed Saleh, chef de l'administration locale de Qatroun. « Ces derniers mois, nous avons observé une augmentation du nombre de migrants qui pénètrent en Libye. Nous sommes préoccupés par leurs conditions de vie. En plus de vivres et d'articles d'hygiène, ils doivent aussi pouvoir accéder à des soins de santé primaires et s'approvisionner en eau potable. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de faire face à cette situation ; raison pour laquelle

nous avons demandé de l'aide. »

Le CICR et le Croissant-Rouge libyen ont distribué du sel, du sucre, du riz, des pâtes, du concentré de tomate, de l'huile et d'autres produits alimentaires, ainsi que des articles ménagers essentiels tels que seaux, jerrycans, matelas, bâches et assortiments d'ustensiles de cuisine. Des réserves de ces secours ont été constituées dans les locaux de la section de Sabha du Croissant-Rouge libyen, au cas où d'autres distributions seraient nécessaires dans la région.

Soaade Messoudi, CICR Tripoli

Femmes, violences armées et résilience : l'approche du CICR

Malgré les souffrances infinies que les femmes endurent en temps de violence armée, nombre d'entre elles font preuve d'une force et d'un courage hors du commun. Loin d'être de simples victimes, elles trouvent souvent des moyens ingénieux pour faire face aux difficultés, protéger leurs familles et préserver leurs communautés. Après avoir tout perdu, ces femmes trouvent en elles les ressources pour tout reconstruire et tout recommencer. En aidant le CICR à mieux cerner leurs besoins spécifiques, elles lui permettent d'offrir une réponse humanitaire au plus près de leurs nécessités.

Une équipe au siège du CICR à Genève

Un bureau « *Femmes et Guerre* » a été mis en place pour une meilleure compréhension du sort des femmes lors de violences armées. Le Bureau accompagne les équipes du terrain dans l'intégration systématique des paramètres du « *genre* » dans l'analyse des problèmes, la conception des réponses et dans le monitoring de leur mise en œuvre.

La création du bureau « *Femmes et Guerre* » résulte de l'étude intitulée *Les femmes face à la guerre*, relative à l'impact des conflits armés sur les femmes. Pendant deux ans (1998-99), les délégations du CICR dans le monde ont fait le rapport des activités en faveur des femmes touchées par un conflit armé. Résultat : un guide pratique en est sorti en 2004. Ensuite le Bureau a développé toute une série d'outils de référence pour permettre au personnel du CICR sur le terrain d'analyser et de mieux prendre en compte les besoins des femmes. En cas de violence sexuelle par exemple, le soutien doit être intégral et inclure des mesures de protection et d'assistance, qu'elle soit médicale et psychosociale, économique ou encore juridique. La prise en charge de l'ensemble de ces besoins, ainsi que la capacité de résilience des femmes touchées par l'adversité favorisent souvent leur réinsertion dans la société.

Et une à la délégation régionale de Dakar

Afin de décentraliser le projet initié à Genève, le CICR a créé en 2011 une unité « *Femmes et Guerre* » basée à Dakar pour permettre aux délégations de la région de mieux appréhender les besoins des femmes en Afrique du nord et de l'ouest. Angélique Sarr, juriste de formation, est en charge de ce projet. Dans cette région comme ailleurs dans le monde, des femmes et des filles confrontées aux violences armées doi-



Distribution d'aide alimentaire en Casamance

vent faire face à des dangers, des problèmes et des défis qui dépassent souvent l'entendement. À l'occasion de ses missions sur le terrain, Angélique a pu constater que les efforts déployés par le CICR durant ces dernières années portent leurs fruits, même si les défis restent incommensurables. Selon elle, les initiatives du CICR en Casamance représentent de bons exemples visant à l'intégration des perspectives des femmes et des filles dans les activités opérationnelles.

Un exemple en Casamance

Présent en Casamance depuis 2004, le CICR porte protection et assistance aux victimes du conflit, tout en intégrant les besoins spécifiques des femmes et des filles. Il facilite ainsi l'approvisionnement en eau, traditionnellement à la charge de la gent féminine, par la construction de puits. Des moulins-décortiqueuses à céréales contribuent également à réduire leur charge de travail et facilitent la subsistance de 500 familles dans leurs communautés respectives. Des microprojets générateurs de revenus permettent en outre de soutenir des personnes particulièrement vulnérables, notamment des femmes victimes de mines ou encore déplacées par la violence. Bénéficier d'un microprojet peut permettre d'éviter des écueils, tels que la mendicité ou la prostitution, et contribue à améliorer les conditions de vie des familles de ces victimes. Les revenus des femmes sont en outre renforcés grâce aux jardins maraîchers, et à la distribution d'outils et de semences.

En milieu rural, la construction et l'équipement de structures de santé et de maternités complètent une réponse humanitaire qui cherche, de manière intégrale, à redonner la dignité aux femmes qui ont parfois tout perdu. ■

Dénes Benczedi
Coordinateur communication – CICR Dakar



Espace Jeanie Waddell-Fournier



Sandy Haessner/CICR

Espace Jeanie Waddell-Fournier : nouvelle plateforme sur le web

Jeanie, 50 ans, travaillait pour le CICR depuis 1980 et avait porté assistance aux populations dans divers contextes : Thaïlande / Cambodge, Pakistan, Zimbabwe et Indonésie. Elle avait consacré presque la moitié de sa vie au service de l'humanitaire, à soulager les souffrances des personnes les plus vulnérables. Ce 1er septembre 2006 à la sortie de Sindian en Casamance, son véhicule sauta sur une mine. Jeanie est décédée, ses trois collègues sont blessés. Un choc pour tous ceux qui l'avaient connue.

Aujourd'hui dans les locaux de la délégation du CICR à Dakar, l'Espace Jeanie Waddell-Fournier (EJWF) offre un lieu de recherche et de réflexion sur l'action et le droit humanitaires. Les professeurs et leurs élèves, les journalistes, les chercheurs, les militaires et le public en général peuvent ainsi venir consulter une documentation variée. Des réunions d'organisations humanitaires, sociales ou éducatives y sont également tenues.

Le site web de l'espace a été lancé le 12 avril 2012 et permet d'accéder à de nombreux documents liés

au droit humanitaire. Durant la cérémonie d'inauguration, l'occasion a été donnée de souligner l'importance croissante pour le CICR des réseaux sociaux comme Facebook ([facebook.com/icrcfans](https://www.facebook.com/icrcfans)) et Twitter (twitter.com/cicr_francais). Frédéric Joli a pour sa part partagé, par vidéoconférence, l'expérience de son blog « *l'humanitaire dans tous ses états* » : <http://cicr.blog.lemonde.fr>.

Un espace web pour rendre hommage à Jeanie Waddell-Fournier, et l'occasion d'avoir une pensée émue pour la famille de notre collègue Khalil Rasjed Dale, brutalement assassiné en avril 2012 au Pakistan après avoir été retenu en otage durant plus de quatre mois. ■

Charles Sanches
Assistant communication – CICR Dakar
& Marie Berthe Emilienne Coly
Assistante communication – CICR Dakar

Site web : www.espacejwf.org



Sandy Haessner/CICR

Sénégal : Rose, chauffeur du CICR, évacue les blessés durant les violences pré-électorales en février



Rose : devant un véhicule ambulance

Comment avez-vous fait pour gérer votre stress et votre peur ?

Bizarrement on n'a pas peur en plein théâtre des opérations, c'est bien plus tard quand on y repense que votre estomac se noue, surtout par rapport à nos enfants. Je n'ai pas bien dormi cette nuit là. On ne sait jamais ce qui aurait pu nous arriver. Les manifestants en colère, les vitres qui volent en éclat, les jets de pierre, les gaz lacrymogènes et les blessés ensanglantés, c'est quand même très impressionnant. Mais on se concentre sur ce qu'on doit faire. C'est vraiment l'urgence, les blessés doivent arriver le plus vite possible aux structures de santé. Ils dépendent de vous. On est concentré à 100 % sur cet objectif, on pense à rien d'autre.

Le CICR mène une campagne sur les soins de santé en danger. Quelles étaient les attitudes à votre égard dans les rues de Dakar pendant ces événements ? Vous sentiez-vous respectée ?

On se sentait très respectée et cela s'est traduit par exemple, par les applaudissements du public à notre passage et par l'aide qu'on recevait de gens anonymes pour faire dégager les passages bloqués. L'emblème de la Croix-Rouge est respecté au Sénégal, et tant les manifestants que les forces de sécurité nous ont laissé mener à bien notre action humanitaire, en dépit de la tension ambiante. Et peut-être qu'une foule en colère laisse plus facilement passer un véhicule de secours conduit par une femme. Ce n'est pas si commun au Sénégal, les gens semblaient admirer cela.

Comment en êtes-vous arrivée à exercer ce métier au CICR ?

J'aime les défis. Je suis arrivée au CICR en 2009 et auparavant, j'avais fait partie des premières femmes conductrices de taxi dans la capitale sénégalaise grâce au programme « Taxi sisters ». C'était une première pour un métier jusque-là réservé aux hommes. Avec ma collègue Fatou Faye, également chauffeur au CICR, c'était notre baptême du feu pour ce genre d'événements dans l'urgence humanitaire.

Quel était votre rôle pendant les récentes élections au Sénégal et quelles en étaient les difficultés ?

Notre rôle était d'évacuer les blessés vers les centres de santé de la capitale. La visibilité était rendue difficile par les gaz lacrymogènes. Il fallait aussi se frayer un passage à travers des rues obstruées par les foules de manifestants qui mettaient en travers des pneus enflammés. Au total, la Croix-Rouge sénégalaise a pu assister plus de 150 victimes des violences électorales.

Ces événements ont-ils changé votre regard sur votre travail ? Et sur l'action de la Croix-Rouge ?

Le fait de voir des blessés couchés par terre en attente d'aide vous donne une sacrée impression d'utilité et cela n'a pas de prix. C'est le cœur de notre mandat, à refaire absolument si l'occasion devait encore se présenter. Mais bien sûr, j'espère que ce ne sera pas le cas! ■

Amadou Mansour Diouf
chargé de l'information – CICR Dakar

Tabala* ...échos d'ailleurs

CICR

02.07.2012

Peter Maurer, nouveau président du CICR



Thierry GASSMANN/CICR

Peter Maurer, le nouveau président du CICR, est entré en fonction le premier juillet 2012. Il remplace Jakob Kellenberger qui a présidé l'institution de janvier 2000 à juin 2012.

 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

11.07.2012

Répondre aux besoins les plus urgents de la population du Nord Kivu

La situation humanitaire et la sécurité de milliers d'habitants de la province du Nord-Kivu deviennent de plus en plus imprévisibles et précaires en raison notamment des affrontements qui se poursuivent entre les forces gouvernementales de la République démocratique du Congo (FARDC) et le Mouvement du 23 mars (M23).



H.M. Kamata/CICR

MALI

31-07-2012

Le CICR visite des détenus dans le nord du pays

Dans le nord-est du Mali, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a visité, les 29 et 30 juillet, 79 militaires maliens détenus par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) dans la région de Tinzaouatène.

En sa qualité d'intermédiaire neutre, il va par ailleurs faciliter le transfert d'un détenu libéré pour raisons de santé, qui sera remis aux autorités maliennes.

L'équipe du CICR a pu s'entretenir avec ces détenus et enregistrer leur identité. Elle a également mis des moyens de communication téléphonique à leur disposition pour leur permettre de parler à leurs proches à Bamako et ailleurs.

 SOMALIE

17-08-2012

Assistance alimentaire à 420 000 personnes à Mogadiscio

Genève/Nairobi (CICR) – Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) vient d'achever à Mogadiscio une distribution de rations alimentaires de base pour un mois à quelque 420 000 personnes particulièrement vulnérables (personnes déplacées, orphelins, personnes âgées et personnes handicapées).

 SYRIE

09-08-2012

Des secours supplémentaires parviennent à Alep et ailleurs

Des milliers de civils, en particulier dans les gouvernorats de Damas et d'Alep, sont désespérément en quête de sécurité. En dépit des problèmes croissants auxquels ils ont été confrontés ces trois dernières semaines, le CICR et le Croissant-Rouge arabe syrien sont venus en aide à plus de 125 000 personnes touchées par la violence dans plusieurs parties de la Syrie.

* Instrument de percussion utilisé en Afrique de l'Ouest

NOUVELLE PLATEFORME SUR LE WEB



ESPACE JEANIE WADDELL-FOURNIER

Inauguré le 12 avril 2012, l'Espace web du CICR donne accès à :

- des ressources électroniques de qualité et
- des documents de référence sur le droit international humanitaire

Une mine d'informations, une seule adresse : www.espacejwf.org

Autres liens :

- Sur Facebook : [facebook.com/icrcfans](https://www.facebook.com/icrcfans)
- Et Twitter : twitter.com/cicr_francais
- Un blog animé par Frédéric Joli : <http://cicr.blog.lemonde.fr>



CICR

www.espacejwf.org